



ATTENTES ET PERCEPTIONS

DES GUINEENS DE LA
TRANSITION

📅 Avril 2022



Table des matières

Sigles et Acronymes	2
RESUME EXECUTIF	3
INTRODUCTION	4
REMERCIEMENTS	5
I. Encadré méthodologique	5
PROFIL DES PERSONNES INTERROGÉES	5
II. Principaux enseignements	8
• COTE DE CONFIANCE DU COLONEL MAMADI DOUMBOUYA	8
• DURÉE DE LA TRANSITION	10
• PERCEPTIONS SUR LE CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION (CNT) 11	
DETAILS METHODOLOGIQUES	1
NOTE METHODOLOGIQUE	2
ANNEXES	3

Sigles et Acronymes

AGSP : Association Guinéenne de Sciences Politiques

AVCB : Associations de Victimes du Camp Boiro

CEDEAO : Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

CNRD : Comité National du Redressement pour le Développement

CNT : Conseil National de la Transition

CRIEF : Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières

FNDC : Front National de Défense de la Constitution

MoDeL : Mouvement Démocratique Libéral

NDI : National Democratic Institute

RPG : Rassemblement du Peuple de Guinée

UFDG : Union des Forces Démocratiques de Guinée

UFR : Union des Forces Républicaines

RESUME EXECUTIF

Cette étude s'inscrit dans le cadre du « Programme d'Appui à la Gouvernance Politique et Démocratique en Guinée » qui consiste, depuis le 05 Septembre, de faire l'état de l'opinion sur la transition. Pour la réaliser, un sondage a été conduit du 15 au 28 mars 2022 auprès de 1906 Guinéens âgés de 18 ans et plus.

L'idée était de recueillir les perceptions et les attentes des Guinéens sur la transition. Les données ont été collectées dans toutes les communes urbaines de N'Zérékoré, Guéckédou, Faranah, Kissidougou, Kankan, Siguiri, Mamou, Pita, Labé, Lélouma, Boké, Boffa, Kindia, Coyah, Kaloum, Matam, Dixinn, Ratoma, Matoto, ainsi que les communes rurales de Kolaboui, Koba, Wonkifon, Friguiagbé, Soyah, Sintaly, Balaya, Tindo, Bolodou, Karfamoria, Kignébakoura, Samoé, Fermessadou, ont servi de terrain d'application à ce sondage.

Au terme de ce sondage, il apparaît que les populations continuent de manière importante à faire confiance au Colonel Mamadi Doumbouya (62,48%). Cette adhésion est beaucoup plus prégnante au sein des classes populaires (agriculteurs/paysans (73,78%), personnes inoccupées/inactives (63,07%), les ouvriers (60%)) qui ont un soutien plus massif en comparaison avec les autres couches sociales plus proches des élites politiques. Cette confiance en la personne de Mamadi Doumbouya déteint sur la bonne perception que les enquêtés ont vis-à-vis du CNRD dont le taux de confiance dépasse les 60%.

Sur la durée de la transition, près d'un Guinéen sur deux (46,69%) préfère une transition de deux ans contre un quart (24,82%) qui souhaite une durée n'excédant pas une année. Les autres modalités se partagent entre 17,79% qui souhaitent une durée de transition de plus de deux ans et une frange qui est sans opinion sur la question ne souhaite pas se prononcer sur la question (3,73%) et une autre qui est sans avis (6,96%).

Sur le Conseil national de la transition (CNT), les Guinéens sont, en majorité (55,19%) favorables à sa composition actuelle (55,19%) et estiment que les missions assignées à cette institution seront réalisées.

Quant aux préférences politiques, les Guinéens penchent massivement (65,16%) pour un régime semi-présidentiel avec un président et un Premier ministre. Ils sont plutôt 34,26% à préférer un régime présidentiel avec un Président et un vice-président. Relativement au nombre du mandat du Président de la République, une écrasante majorité (82,32%) souhaite un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable une fois.

La CENI reste l'organe de gestion électorale privilégié par les populations (66,63%) avec une propension à y envoyer des techniciens plutôt que des professionnels de la politique.

En outre, la mise en place de la CRIEF par les nouvelles autorités reçoit une perception positive au sein de la population où 56,82% des personnes interrogées estiment que c'est « une très bonne initiative ». Néanmoins, 28% de citoyens y voient un instrument politique pour éliminer des candidats aux élections.

Enfin, pour les populations très friandes des médias d'information, elles privilégient la radio pour s'informer sur la transition. De ce point de vue, Espace FM, FIM FM et la Djoma FM sont les plus écoutées.

INTRODUCTION

Depuis plus de 6 mois le Conseil National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) dirige la Guinée avec à sa tête le Colonel Mamadi Doumbouya. Plusieurs actions ont été récemment entreprises par le CNRD comme la mise en place du Conseil National de la Transition (CNT), le lancement des Assises nationales et l'ouverture des concertations par le Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation en vue de la détermination d'un cadre type de dialogue.

Cependant, à date, la situation politique se crispe sur certaines questions précises insuffisamment traitées d'après certains acteurs politiques –. En bonne place, l'illisibilité sur la durée de la transition. Ce point est une exigence de la CEDEAO qui enjoint au CNRD la mise à disposition d'un chronogramme acceptable et la nécessité de désigner un facilitateur. Aussi, l'absence d'un cadre de dialogue formel et permanent réclamé à cor et à cri par les leaders politiques.

De plus, les dernières décisions du CNRD en lien avec « la récupération des biens de l'Etat » ou les agissements de la CRIEF contre de présumés coupables de détournements de deniers publics sont interprétées par une partie de l'opinion, plus politisée, comme des tentatives de déstabilisation politique contre des certains leaders de grands partis politiques en Guinée.

Tout ce contexte sociopolitique redessine les nouveaux contours de la transition militaire en Guinée, ouverte depuis le 05 septembre 2021. A cet effet, l'espace sociopolitique semble changé. L'Association Guinéenne de Sciences Politiques (AGSP), à travers un sondage réalisé le 15 au 28 mars sur un échantillon de 2000 Guinéens ciblés, a tenté de comprendre ces évolutions éventuelles de l'opinion.

L'association Guinéenne de Sciences Politiques est une organisation indépendante d'utilité publique qui travaille à la compréhension du corps social guinéen et des différents acteurs sur des questions sociales et politiques. L'Association Guinéenne des Sciences Politiques se veut le baromètre qui appréhende les croyances les plus partagées des populations, des acteurs sociaux et politiques. Elle se veut une instance de crédibilité¹.

Les interrogations portent sur les perceptions des Guinéens de la transition, les priorités et attentes des populations, les préférences politiques, la durée souhaitée de la transition ou encore les perceptions sur les organes de la transition comme le CNRD, le Gouvernement, le Conseil National de la Transition (CNT), ou encore l'action de la Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières (CRIEF).

¹ <https://www.agsp-guinee.org>

REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont au National Democratic Institute qui a bien voulu financer cette étude. Nous remercions également l'ensemble des équipes d'enquête ainsi que les personnes qui se sont prêtées à nos questions dans le cadre de ce sondage.

I. Encadré méthodologique

Ce sondage a été réalisé entre le 15 au 28 mars 2022 auprès de 1906 personnes interrogées âgées de 18ans et+. Cet échantillon a été tiré selon la méthode des quotas (sexe et commune d'habitation) après une stratification par regroupement régional des régions administratives du pays dont la zone spéciale de Conakry. L'échantillon est représentatif de la population guinéenne sur la base des statistiques finales du fichier électoral rendu public le 14 septembre 2020 par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Le questionnaire est annexé à la note synthèse.

« Clause de non responsabilité : cette publication a été réalisée grâce au financement du National Democratic Institute (NDI). Son contenu relève de la seule responsabilité de l'AGSP ».

PROFIL DES PERSONNES INTERROGÉES

Echantillon : 1906 personnes ont été interrogées sur un objectif total de 2000 citoyens âgés entre [18 et +].

Zones de résidence :

			Fréquence	Pourcentage
CONAKRY	RATOMA	CU	400	21,0
CONAKRY	MATOTO	CU	282	14,8
KINDIA	COYAH	CU	134	7,0
KANKAN	KANKAN	CU	120	6,3
N'ZEREKORE	N'ZEREKORE	CU	104	5,5
KANKAN	SIGUIRI	CU	99	5,2
CONAKRY	DIXINN	CU	97	5,1
CONAKRY	MATAM	CU	90	4,7
KINDIA	KINDIA	CU	90	4,7
LABE	LABE	CU	77	4,0
FARANAH	KISSIDOUGOU	CU	53	2,8
CONAKRY	KALOUM	CU	44	2,3
MAMOU	MAMOU	CU	44	2,3
N'ZEREKORE	SAMOE	CR	37	1,9
N'ZEREKORE	GUECKEDOU	CU	36	1,9
BOKE	BOKE	CU	33	1,7
BOKE	KOLABOUI	CR	26	1,4
KINDIA	WONKIFONG	CR	18	0,9
BOKE	KOBA	CR	17	0,9
KANKAN	KIGNEBAKOURA	CR	14	0,7
MAMOU	PITA	CU	13	0,7
BOKE	BOFFA	CU	12	0,6
KINDIA	FRIGUIAGBE	CR	12	0,6
KANKAN	KARFAMORIA	CR	11	0,6
MAMOU	SOYAH	CR	9	0,5
LABE	LELOUMA	CU	7	0,4
FARANAH	FERMESSADOU	CR	7	0,4
N'ZEREKORE	BOLODOU	CR	6	0,3
FARANAH	FARANAH	CU	4	0,2
MAMOU	SINTALY	CR	4	0,2
LABE	BALAYA	CR	4	0,2
FARANAH	TINDO	CR	2	0,1
Total			1906	100,0

Sexe

Femme : 866 représentant une proportion de 45,4 %

Homme : 1040 représentant une proportion de 54,6 %

Age

Les jeunes de 18 à 25 ans : 533 représentants une proportion de 28 %

26 à 35 ans : 712 représentants une proportion de 37,4 %

36 à 45 ans : 354 représentants une proportion de 18,6 %

46 à 59 ans : 213 représentants une proportion de 11,2 %

60 et + : 94 représentants une proportion de 4,9 %

Profession :

Inoccupé : 574 représentants une proportion de 30,1

Commerçant : 531 représentants une proportion de 27,9

Employé : 276 représentants une proportion de 14,5

Ouvrier : 241 représentant une proportion de 12,6
 Fonctionnaire : 181 représentant une proportion de 9,5
 Paysan/Agriculteur : 103 représentant une proportion de 5,4

Niveau d'étude :

Supérieur : 773 représentant une proportion de 40,6%
 Non scolarisé : 551 représentant une proportion de 28,9%
 Secondaire : 466 représentant une proportion de 24,4%
 Primaire : 116 représentant une proportion de 6,1%

Affiliation politique :

De quel parti vous sentez-vous proche ?

	Fréquence	Pourcentage
SANS AFFILIATION POLITIQUE	1020	53,5
UFDG	288	15,1
RPG	219	11,5
UFR	140	7,3
PEDN	68	3,6
REFUS DE REPONSE	46	2,4
PADES	34	1,8
PUP	16	0,8
BL	16	0,8
MODEL	14	0,7
AUCUN	10	0,5
UDRG	9	0,5
UPG	5	0,3
UPR	4	0,2
AUTRES	4	0,2
PDG	3	0,2
MPDG	3	0,2
GRUP	3	0,2
UDG	2	0,1
PPG	1	0,1
UGDD	1	0,1
Total	1906	100,0

II. Principaux enseignements

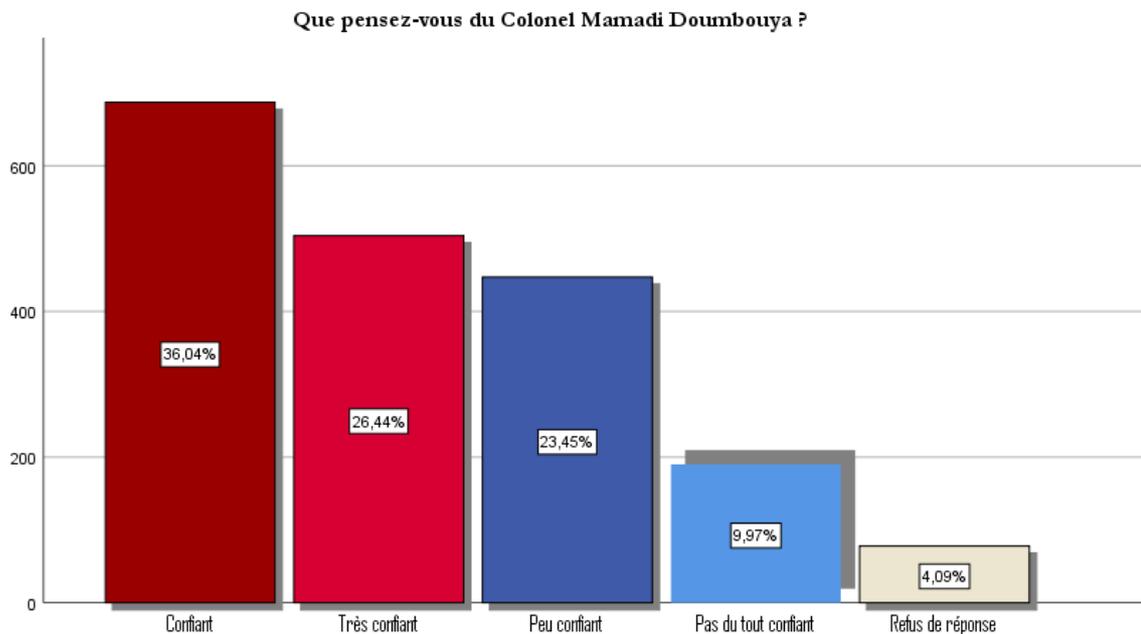
● COTE DE CONFIANCE DU COLONEL MAMADI DOUMBOUYA

Les Guinéens en majorité font confiance au Colonel Mamadi Doumbouya

Sept mois après le coup d'Etat du 05 septembre 2021 scellant la chute du Président Alpha Condé et la prise du pouvoir par le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), la cote de confiance du Président de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya, reste élevée dans l'opinion. À la question « que pensez-vous du Colonel Mamadi Doumbouya », plus des deux tiers (62,48%) des personnes interrogées estiment être « confiants ». Plus spécifiquement, plus du tiers (36,04%) déclare « être très confiant » vis-à-vis du Chef du CNRD (Comité National du Rassemblement pour le Développement) (Graphique 1)



Graphique 1: Que pensez-vous du Colonel Mamady Doumbouya ?



Ce niveau de confiance reste tout de même constant nonobstant les péripéties de la transition. Une série de décisions a été prise par le CNRD dont certaines ont crispé une partie de l'opinion. Au nombre desquelles, la rénomination de l'aéroport de Conakry au nom de l'ancien Président Ahmed Sékou Touré qui a provoqué l'ire de certaines associations de victimes du premier régime en

l'occurrence l'Association des victimes du Camp Boiro (AVCB) ; la vaste opération de récupération des biens de l'Etat qui a vu certains leaders politiques d'envergure, M. Cellou Dalein Diallo (UFDG) et M. Sydia Touré (UFR), se faire déloger de leurs résidences.

En sus, la question pendante de la durée de la transition reste posée, ce qui est interprété de plus en plus par la classe politique comme une manœuvre des nouvelles autorités de rallonger leur « bail » à la tête de l'Etat en l'écartant de toute possibilité de dialogue politique. Encore il y a quelques jours, « le cadre de concertation inclusive du CNRD » a été rejeté par une bonne partie de la classe politique notamment le G58² et le RPG qui peste contre l'incarcération qu'il juge arbitraire de certains de ses hauts cadres tout comme le FNDC qui exige un arbitrage de la communauté internationale.

Ces différents épisodes auraient dû raisonnablement écorner l'image du CNRD. Il semble que cet impact soit relatif sur la cote de confiance du Colonel Mamadi Doumbouya. Les résultats de ce sondage laissent à voir une forme de continuité dans le soutien de l'opinion à l'égard du chef de la junte. C'est d'autant plus prégnant qu'au regard du tout premier sondage réalisé une semaine suivant la prise du pouvoir le 05 septembre 2021 par l'Association Guinéenne de Sciences Politiques (AGSP), une majorité de Guinéens manifestaient leur confiance aux nouvelles autorités militaires (64,15%). Ce soutien spontané et massif était interprété alors comme une forme de manifestation de rejet par une bonne partie du pays de l'ancien Chef de l'Etat en raison des conséquences du « 3^{ème} mandat ».

Une adhésion forte des catégories populaires au CNRD

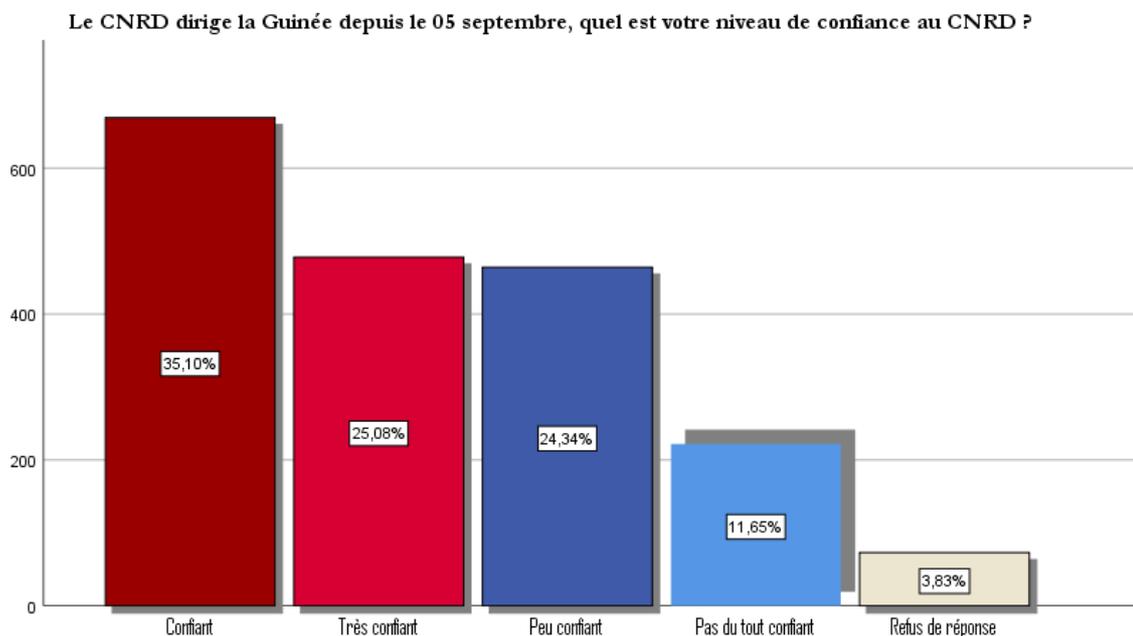
Dans l'opinion, les catégories populaires sont celles accordant davantage leur confiance au Colonel Mamadi Doumbouya. Une très grande majorité d'agriculteurs/paysans (73,78%) ainsi que les ouvriers (60%) et des personnes inoccupées (63,07%) ont une bonne opinion du Président de la Transition. Les personnes issues de ces catégories interrogées affirment, dans leur majorité, n'avoir pas d'affiliation politique.

En revanche, pour les personnes se déclarant proches des partis politiques, le soutien à la junte et au Colonel Mamadi Doumbouya reste certes important mais le niveau d'adhésion est variable d'un parti politique à un autre. Des trois principaux partis politiques, au regard des dernières élections en Guinée, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) - principal parti d'opposition guinéenne depuis plus d'une dizaine d'années - est celui qui affiche une confiance relative au Colonel Mamadi Doumbouya avec 43,89% des sondés et seulement 12,44% qui ont une grande « confiance » au Chef du CNRD. Quant au soutien du Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG), les personnes interrogées affichent une confiance solide au Colonel Mamadi Doumbouya (72,75%) dont la moitié déclare en avoir une très grande « confiance » (50,15%). À l'Union des forces républicaines (UFR), 68,09% déclarent avoir « confiance » au Colonel Mamadi Doumbouya.

Au-delà de la figure du Colonel Mamadi Doumbouya, l'opinion reste aussi favorable au CNRD à plus de 60%.

² Le G58, appelé aussi le Groupe des 58, réunit plusieurs dizaines de parties politiques (entre autres l'UFDG, l'UFR, RRD, MoDeL...).

Graphique 2: Quel est votre niveau de confiance au CNRD ?



• **DURÉE DE LA TRANSITION**

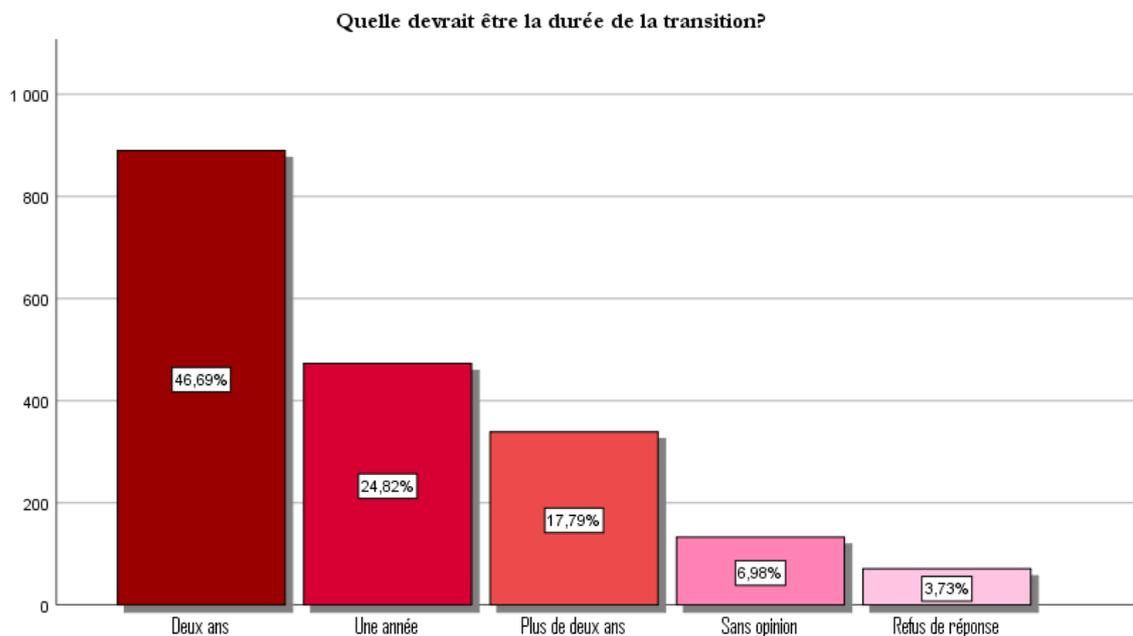
Près de la moitié des Guinéens favorable à une transition de deux ans

À la question « quelle devrait être la durée de la transition en Guinée ? », 46,69% des personnes interrogées penchent pour une durée de deux ans. Ceux qui estiment qu'elle ne devrait pas excéder une année représentent le quart des sondés (24,82%).

Comparativement au sondage réalisé en septembre 2021 où une majorité de Guinéens interrogés (52,11%) estimait que la transition ne devrait pas excéder plus d'un an, il semble qu'on assiste à une certaine évolution de la perception de l'opinion sur la durée de la transition. Désormais, de plus en plus de Guinéens sont d'accord pour une transition d'au moins deux ans. Cette proportion cumulée – entre une volonté est de 64,48% des personnes interrogées.

Cette tendance a une transition d'au moins deux ans s'expliquerait par une forme de prise de conscience de l'opinion de tous les enjeux liés à la transition et au regard de tous les chantiers que le CNRD a ouverts. Plus spécifiquement, toutes les corporations s'accordent, en majorité, sur ce délai minimal d'au moins deux ans. Que ce soient les agriculteurs/paysans (59,22%), les ouvriers (60,99%), les commerçants (60,45%), les inoccupés (65,85%) ou encore les sympathisants des partis politiques (RPG (75,85%), UFR (65,27%), UFDG (60,41%) (Graphique 3).

Graphique 3 : Quelle devrait être la durée de la transition ?



● PERCEPTIONS SUR LE CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION (CNT)

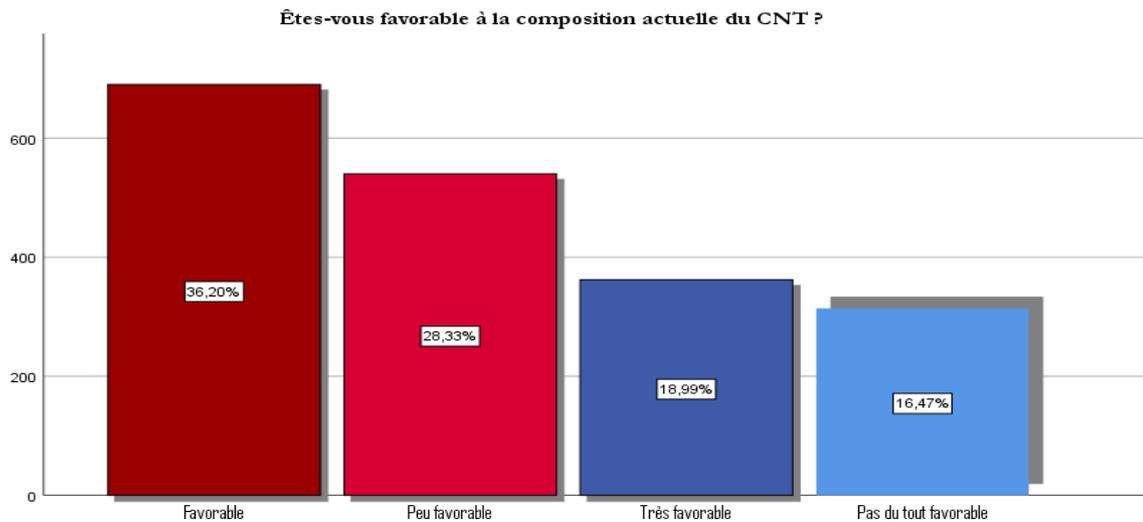
Une majorité de Guinéens approuve la composition du Conseil National de la Transition

Mis en place le 22 janvier 2022, le CNT est composé de 81 membres issus de toutes les sphères de la société. Cette assemblée qui fait office d'Assemblée nationale de la transition chargée d'élaborer la Constitution trouve une forme d'assentiment dans l'opinion. Plus de la moitié des personnes interrogées (55,19%) se dit favorable à la composition actuelle du CNT dont 18,99% qui y sont très favorables. Cette majorité



pourrait s'expliquer par une double raison. D'abord par la forte attente de l'opinion autour de cet organe législatif mais aussi son caractère transversal qui inclut l'essentiel des sphères de la société.

Graphique 4 : Êtes-vous favorable à la composition actuelle du CNT ?

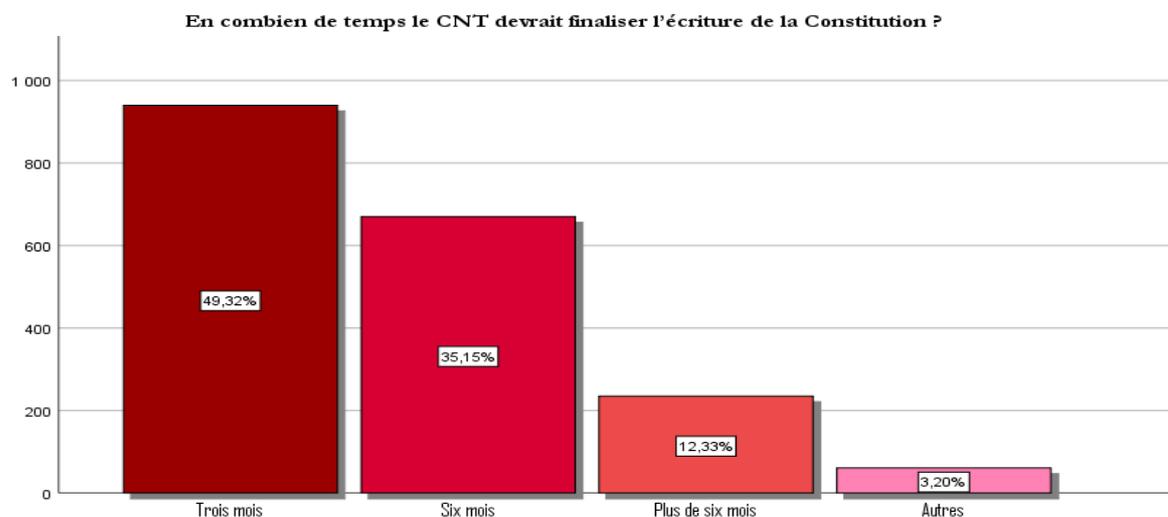


Si une majorité de Guinéens est favorable à la mise en place du Conseil national de la transition, les personnes interrogées semblent diviser sur la durée de rédaction de la Constitution. Deux blocs se dégagent. Près de la moitié des personnes estime qu'un délai de trois mois suffirait et près de l'autre moitié (47,48%) penche pour une durée d'au moins de six mois. (Graphique 1)

Des avis majoritaires sur la conduite du CNT

Quant à la durée de la rédaction de la Constitution, deux blocs émergent. Près de la moitié des personnes (49,32%) estime qu'un délai de trois mois suffirait et près de l'autre moitié (47,48%) penche pour une durée d'au moins de six mois (Graphique). Ceux qui postulent pour une durée de trois mois sont très largement majoritaires chez des personnes proches des partis politiques avec respectivement 54,55% et 56,33% pour l'UFR et l'UFDG. Le score du RPG sur cet item est sensiblement inférieur (39,63%).

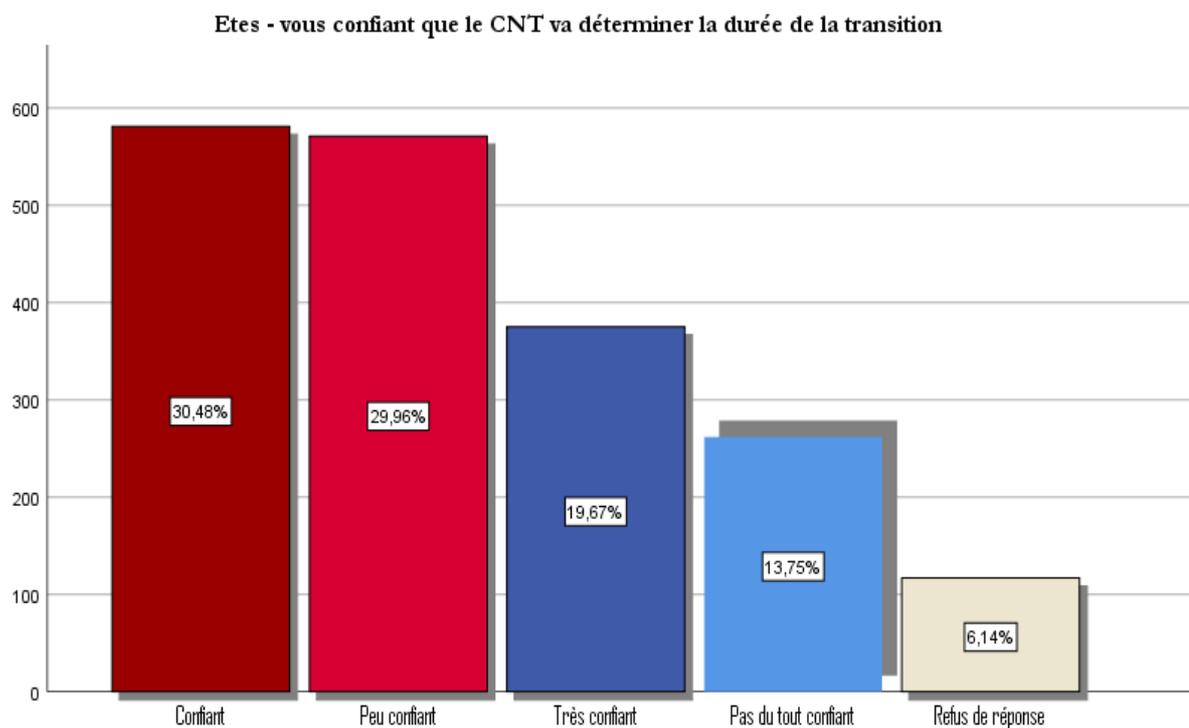
Graphique 5 : En combien de temps le CNT devrait finaliser l'écriture de la Constitution ?



Plusieurs autres modalités en lien avec les attentes des populations vis-à-vis du CNT ont été analysées et elles emportent l'adhésion des personnes interrogées :

- Une majorité de Guinéens estime que le Conseil National de la Transition va déterminer la durée de la transition (50,15%). Cette confiance au CNT est partagée par des personnes proches de l'UFR (54,53%) et du RPG (62,54%). *A contrario*, à l'UFDDG, les personnes interrogées restent sceptiques et seules 32,12% affichent une confiance au CNT dans cette mission de détermination de la durée de la transition.

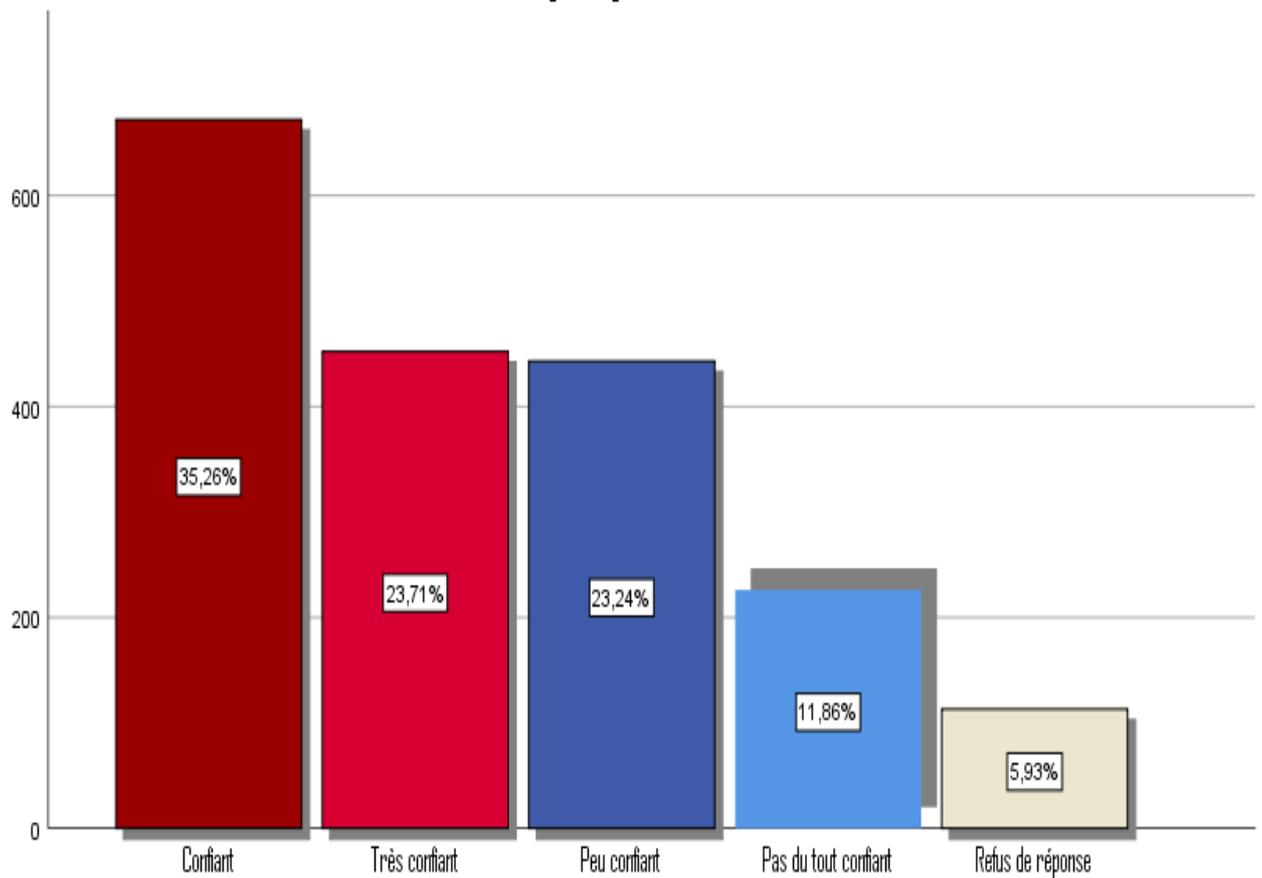
Graphique 6 : Etes-vous confiant que le CNT va déterminer la durée de la transition ?



- À la question de savoir êtes-vous confiant que le CNT va contribuer à la défense et la promotion droits de l'Homme et à la parité homme/femme ? Près des deux tiers des personnes interrogées (58,97%) sont confiantes. Cette proportion est plus forte chez les personnes proches du RPG (68,12) et de l'UFR (63,03%) et assez moindre pour celles proches de l'UFDG (40,27%).

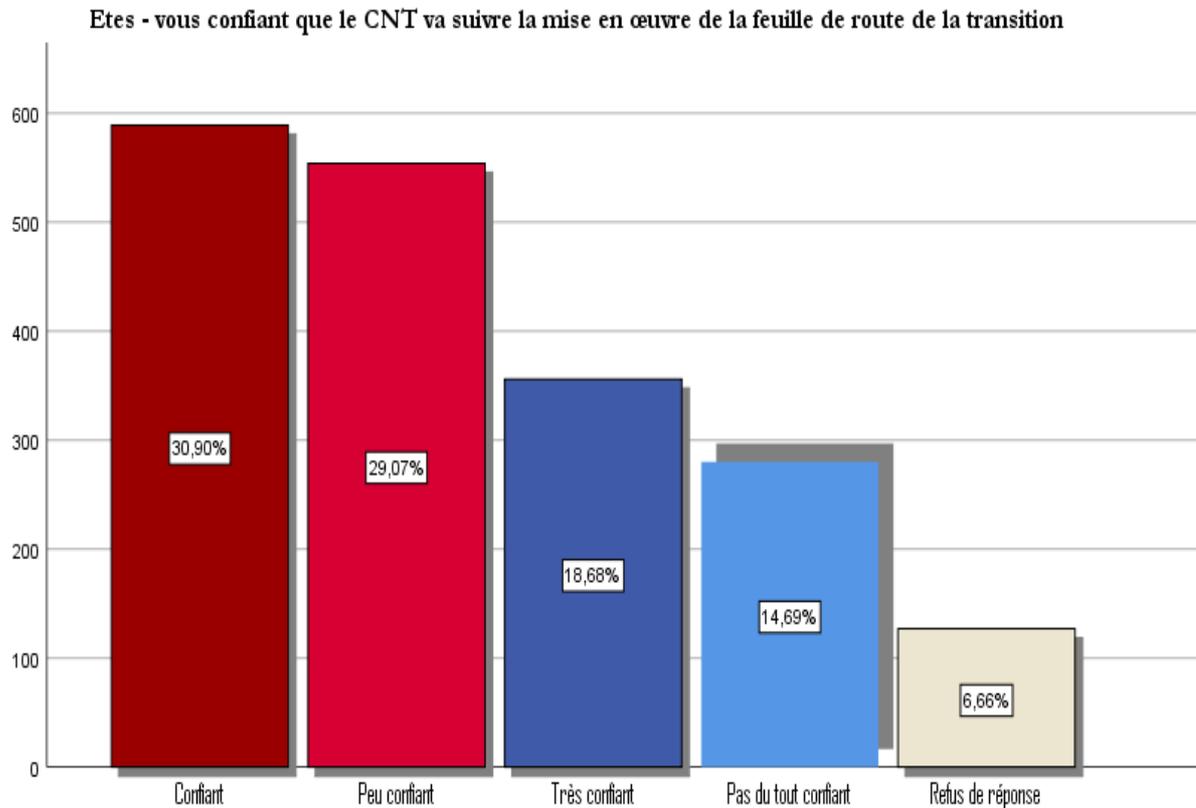
Graphique 7 : Etes-vous confiant que le CNT va contribuer à la défense et la promotion des Droits de l'Homme et les libertés publiques ?

Etes - vous confiant que le CNT va contribuer à la défense et la promotion des Droits de l'Homme et des libertés publiques



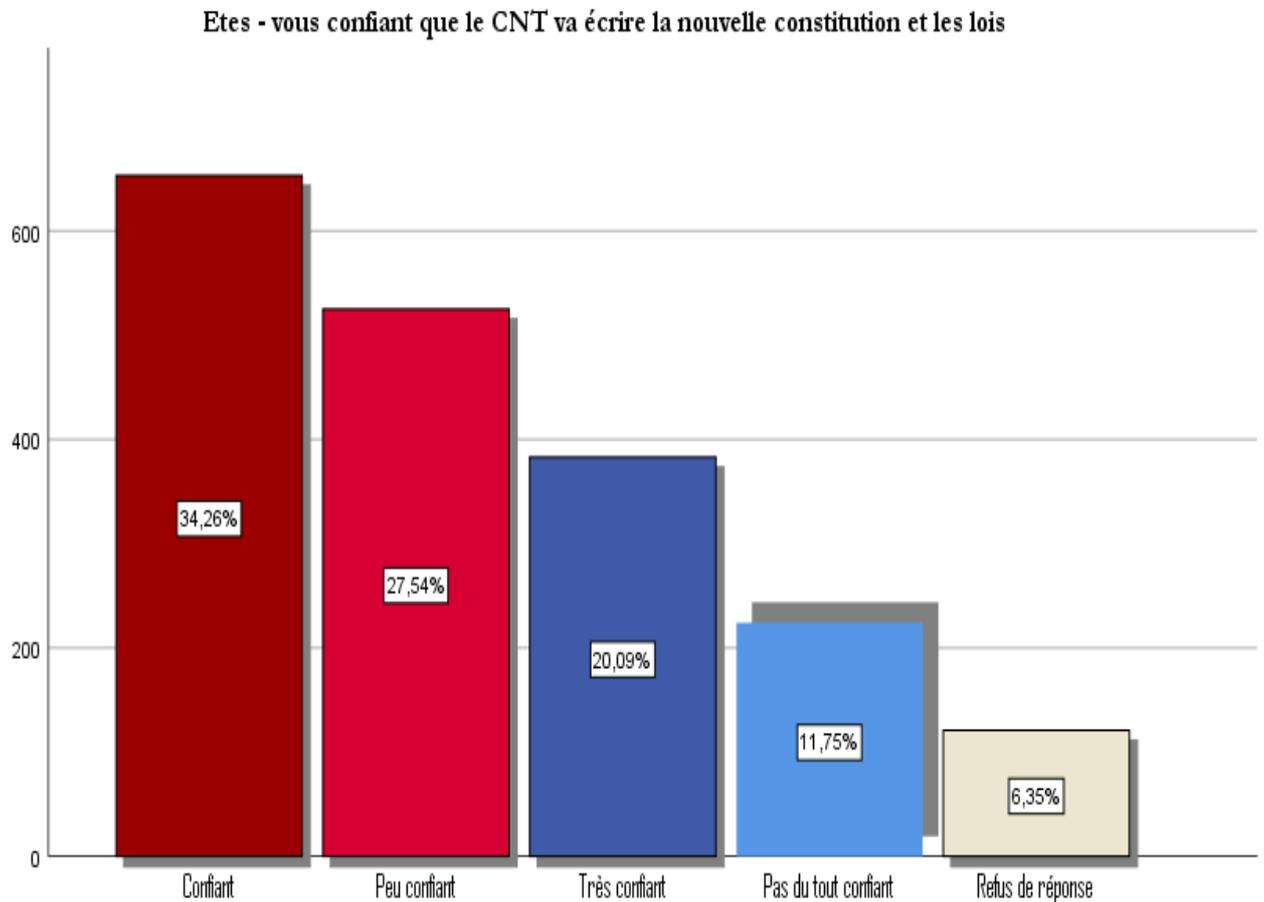
- Quant au suivi et à la mise en œuvre de la feuille de route assignée au CNT, près de la moitié au sein de l'opinion publique est confiante, soit (49,58%). Cette proportion est en deçà de celle des personnes proches du RPG (60,99). Pour l'UFR, les personnes interrogées sont confiantes à 54,55% et en revanche, le taux baisse sensiblement chez les partisans de l'UFDG (31,22%).

Graphique 8: Etes-vous confiant que le CNT va suivre la mise en œuvre de la feuille de route de la transition ?



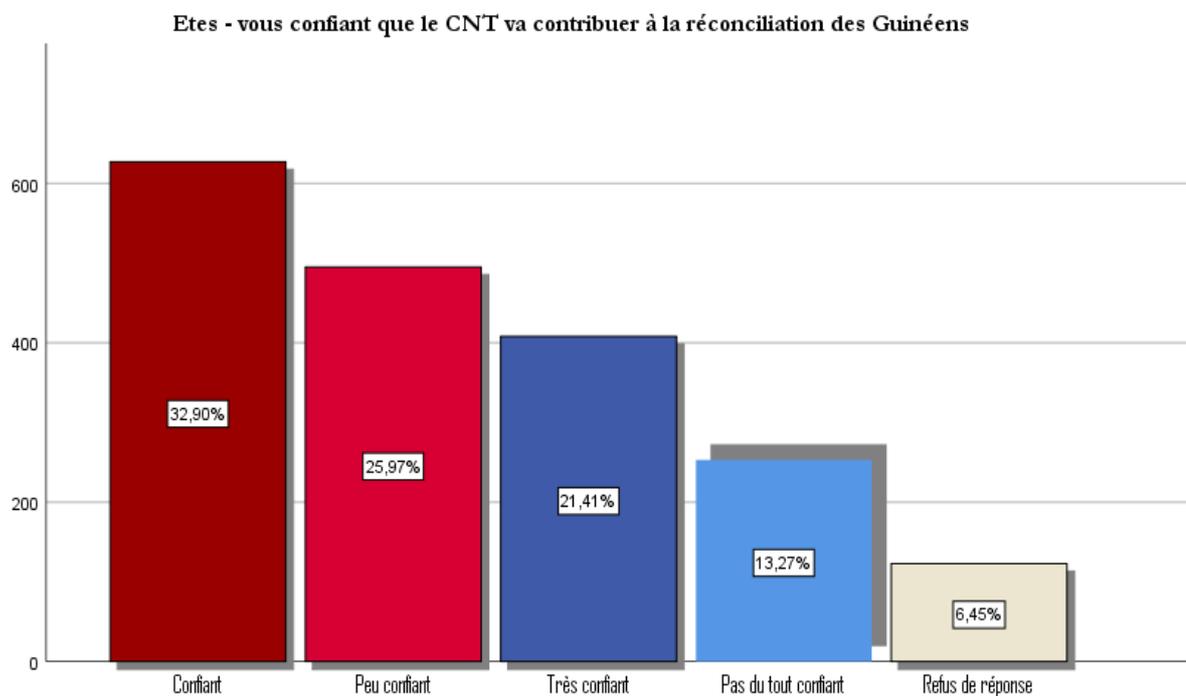
- Sur la question de l'écriture de la Constitution et des lois par le CNT, une majorité forte se dégage dans l'opinion (61,80%). Pour les personnes proches des partis politiques, hormis celles proches de l'UFDG qui estiment à moins de 40% l'atteinte de cet objectif par le CNT, l'UFR (61,82%) et le RPG (63,78%) ont une opinion majoritaire assez confortable.

Graphique 9: Etes-vous confiant que le CNT va écrire la Nouvelle Constitution et les lois ?



- Enfin sur la question de la réconciliation nationale, l'opinion reste confiante (54,31), en majorité, que le Conseil national de la transition y contribue fortement. La problématique de la réconciliation nationale en Guinée est lancinante d'autant plus que les violences d'Etat consubstantielles aux différents régimes depuis 1958 ont laissé les nombreuses victimes sans explication ni réparation éventuelle. Le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) a initié les assises nationales semble faire de cette question l'une de ses priorités. Pour les personnes interrogées se réclamant des partis politiques (UFR (63,03%), RPG (68,12%)) une forte proportion fait confiance au CNT à contribuer à cette réconciliation nationale à la différence de l'UFDG qui marque une forme de réserve (40,27%).

Graphique 10 : Etes-vous confiant que le CNT va contribuer à la réconciliation des Guinéens ?



- **PREFERENCES DES SYSTEMES POLITIQUES ET MODES DE SCRUTIN ET DE DESIGNATION AUTORITES LOCALES**

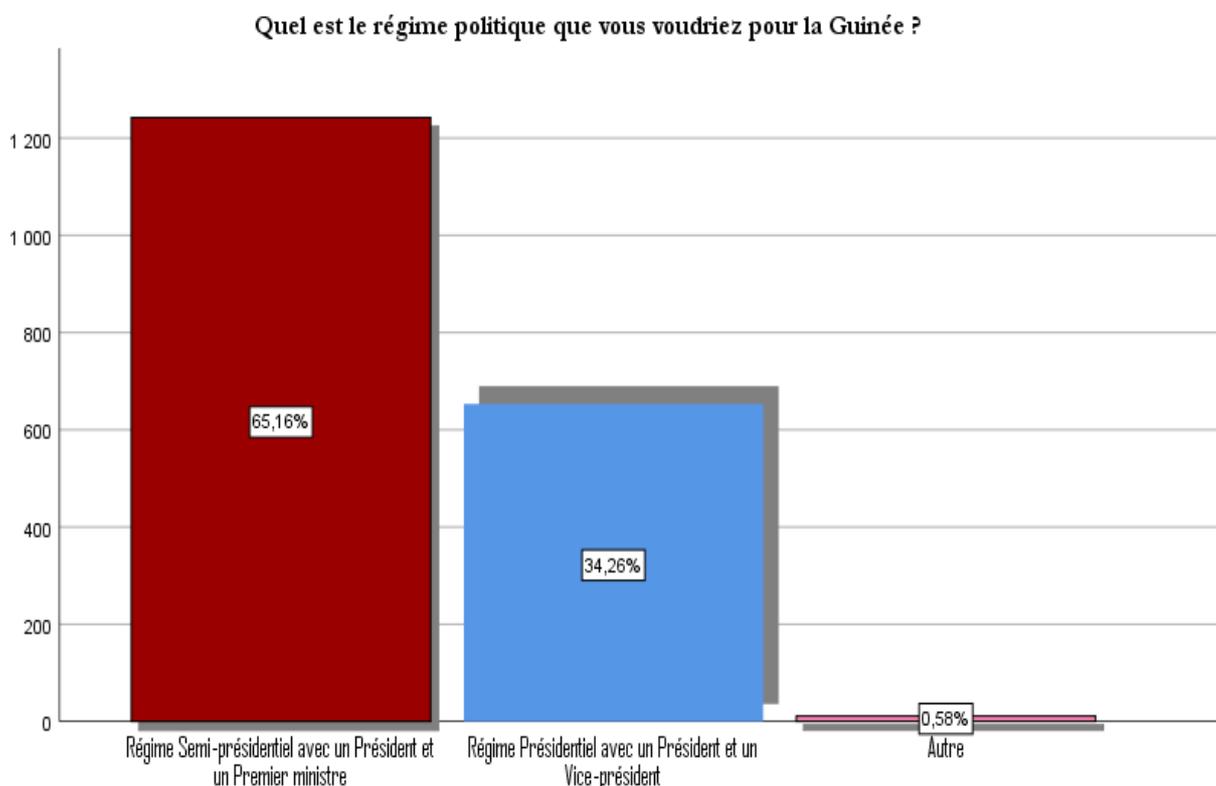
Les Guinéens favorables à un régime semi-présidentiel avec un vice-président et un Premier ministre

Conformément à l'article 57 de la charte de la transition, une des missions du Conseil National de la Transition (CNT) se rapporte à « l'élaboration et la soumission pour adoption, par référendum le projet de constitution ». Il s'agira entre autres pour le CNT qui fait office d'assemblée nationale, de proposer au peuple de Guinée le modèle de régime politique.

En effet, à la question de savoir « Quel régime politique que vous voudriez pour la Guinée ? », Plus de la moitié des enquêtés soit 65,16% souhaitent un régime semi-présidentiel avec un président et un Premier ministre contre 34,26% qui se sont plutôt prononcés pour un régime présidentiel avec un Président et un vice-président.

Si l'opinion d'une manière générale valide majoritairement l'idée d'un régime semi-présidentiel avec un vice-président et un Premier ministre, cependant 28,96% des personnes ayant déclaré être « proches d'un parti politique » y sont favorables contre 36,20% pour ceux qui déclarent être proches d'aucun parti politique. La propension à préférer soit un régime semi-présidentiel avec un président et un Premier ministre soit un régime présidentiel avec un Président et un vice-président, est une forme de rejet du régime hyper-présidentiel avec une prééminence du chef de l'Etat qui détient la clé de voute de l'exécutif.

Graphique 11 : Quel est le régime politique que vous voudriez pour la Guinée ?

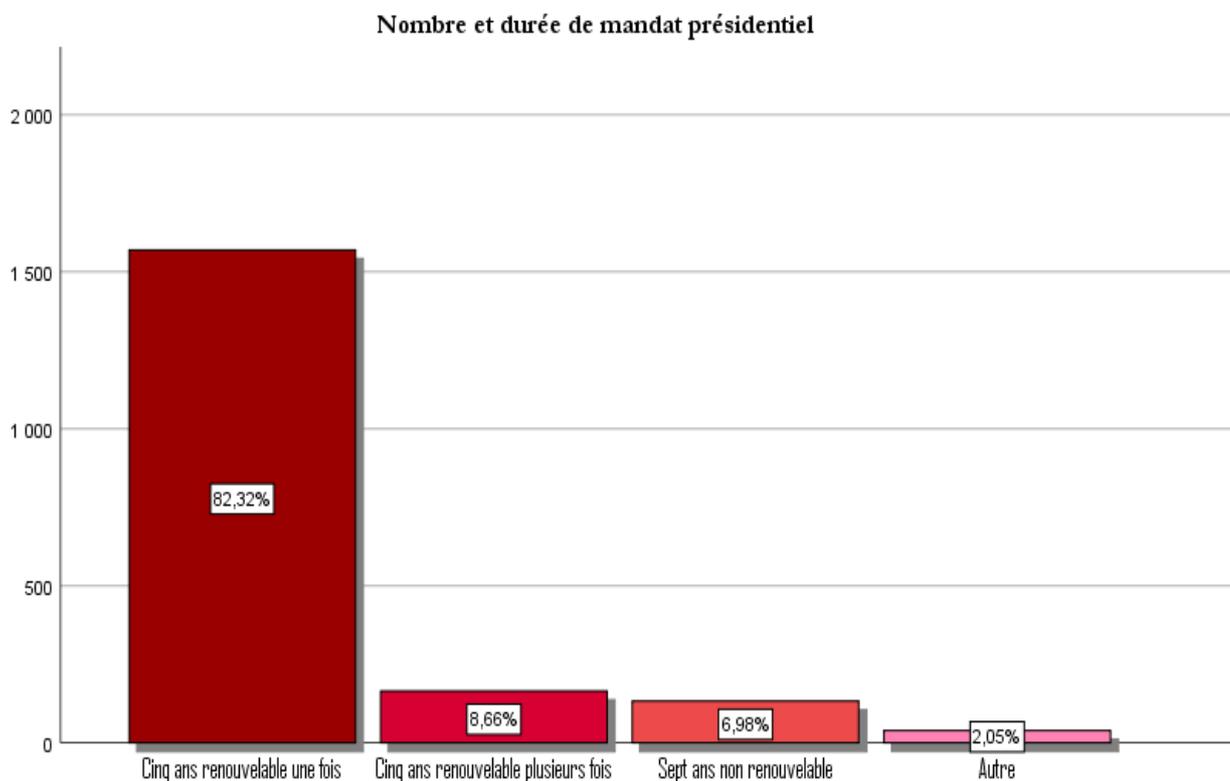


Plébiscite du quinquennat et de la limitation de mandat présidentiels

Sur le nombre et la durée du mandat présidentiel, l'écrasante majorité des interviewés (82,32%) souhaite un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable une fois. Ce qui est d'une part le plébiscite du quinquennat et d'autre, une affirmation du rejet de toute forme de perpétuation au pouvoir parce que seuls 8,66% des enquêtés sont pour un mandat présidentiel de cinq ans plusieurs fois renouvelables et 6,98% postulant pour un mandat présidentiel de sept ans non renouvelable.

Au nombre de ceux qui déclarent avoir une affinité politique, 38,14% sont pour un mandat présidentiel de cinq ans une fois renouvelable contre 44,18% de ceux qui ne revendiquent pas une proximité politique.

Graphique 12 : Nombre et durée de mandat présidentiel ?



Des « chefs de quartier/district » élus plutôt que nommés

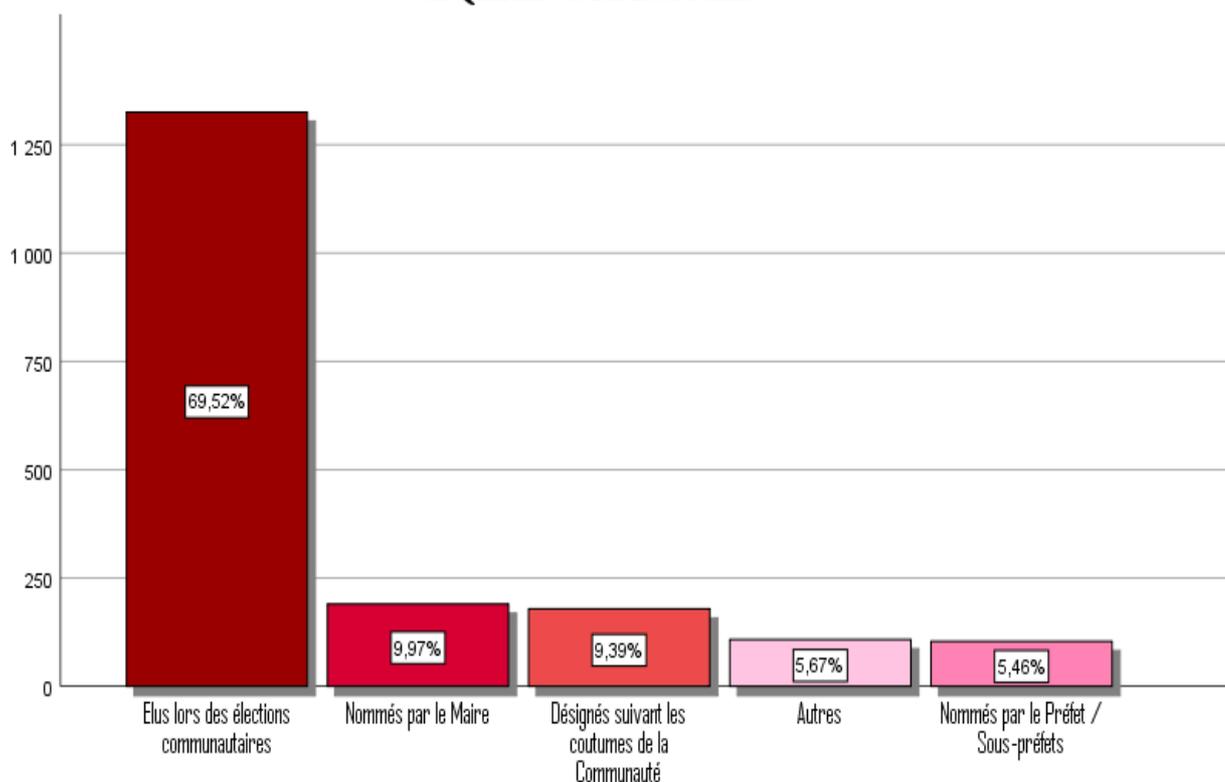
Le mode de désignation des élus locaux – chefs de quartier et de districts – est une préoccupation majeure pour le personnel politique en raison du rôle important des élus locaux dans l'organisation des élections comme les postes de chefs de quartier et de districts sont des débouchés pour les partis politiques.

Relativement à la manière dont les élus locaux doivent être désignés, 69,52% des Guinéens souhaitent qu'ils soient élus lors d'élections communautaires contre 9,97% souhaitant que les chefs de quartier et de districts soient nommés par le maire, 5,46% voulant qu'ils soient plutôt nommés par les préfets et les sous-préfets.

Sur la même question, 34,16% de ceux qui déclarent être proches d'un parti souhaite que les chefs de quartier et des districts soient élus. C'est le même avis (35,36%) que pour ceux qui ne se sentent pas proches d'une quelconque formation politique.

Graphique 13 : Mode de désignation des chefs et les Conseils de quartiers et districts ?

De quelle manière souhaiteriez-vous que les Chefs de quartier et de districts soient désignés ? - Les Chefs et les Conseils de Quartiers et Districts soient :



Plébiscite des candidatures indépendantes aux élections locales et nationales mais....

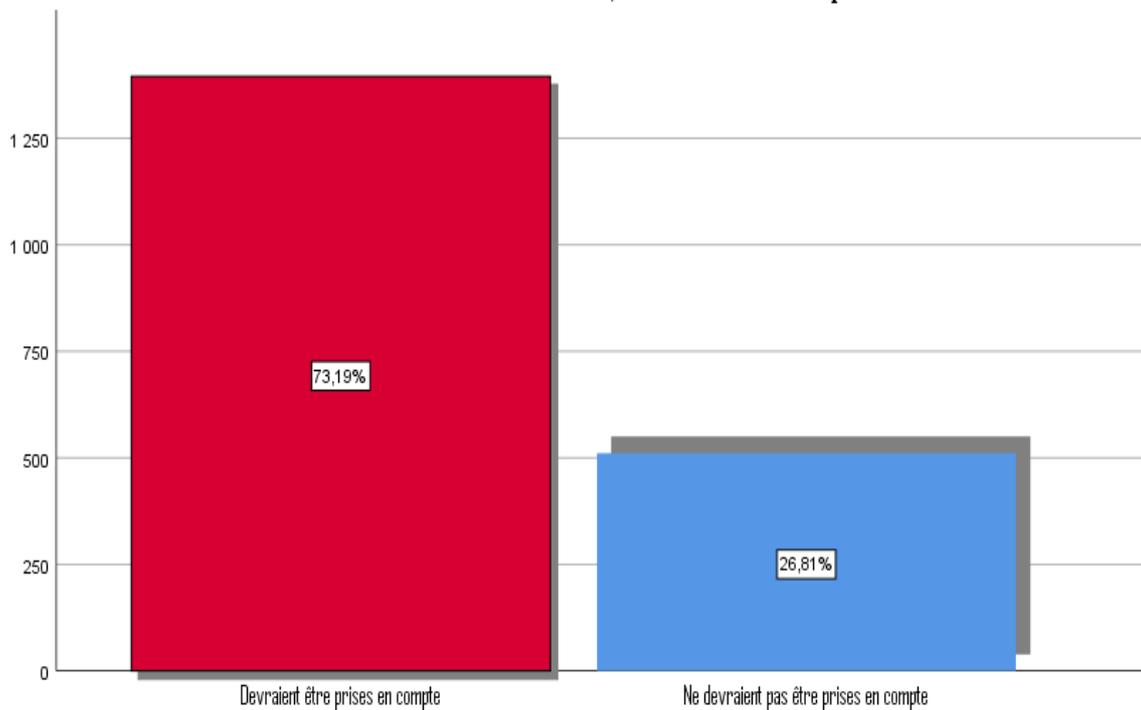
Aux dernières élections locales, plusieurs candidats indépendants ont été élus dans les communes. C'est le cas de la commune de Kaloum remportée par Madame Aminata Touré de « *Kaloum Yigui* ».

Si la société guinéenne est très politisée, il n'est pas à feindre que les populations n'ont pas de problème à ce qu'il soit maintenue la candidature indépendante au niveau des élections communales. Là-dessus, 73,19% des enquêtés pensent que les candidatures indépendantes devraient être prises en compte contre 26,81% qui trouvent que les candidatures indépendantes ne devraient pas être prises en compte aux élections communales.

Ceux qui sont proches des partis politiques sont à 36,04% d'intentions favorables et 37,15% des non politisés admettent la candidature indépendante.

Graphique 14 : Les candidatures indépendantes aux élections locales et communautaires ?

Pour les élections locales et communautaires, les candidatures indépendantes

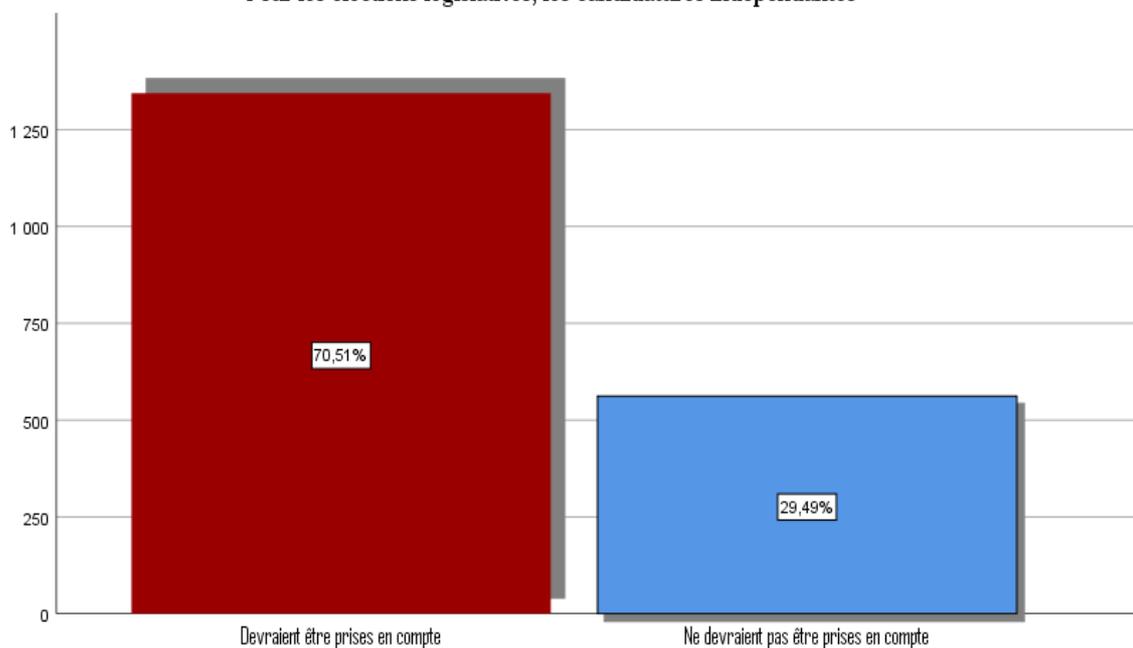


Une des critiques souvent formulées à l'endroit du législateur est l'absence de la candidature indépendante aux élections nationales. Cette enquête a tenté de mesurer les perceptions des guinéens sur cet item. Aux élections législatives comme à la présidentielle, les enquêtés militent pour une prise en compte de la candidature indépendante. C'est respectivement 70, 51% et 69,20% d'avis favorable.

Toutefois, les enquêtés proches des partis sont 34,05% favorables à une candidature indépendante aux législatives contre 36,46% des non politisés à vouloir de candidats indépendants aux législatives. Ils sont aussi à coude à coude sur la possibilité de candidatures indépendantes à la présidentielle – 33,32% pour les personnes politisées et 35,89% pour les personnes pas proches des partis.

Graphique 15: Les candidatures indépendantes aux élections législatives ?

Pour les élections législatives, les candidatures indépendantes

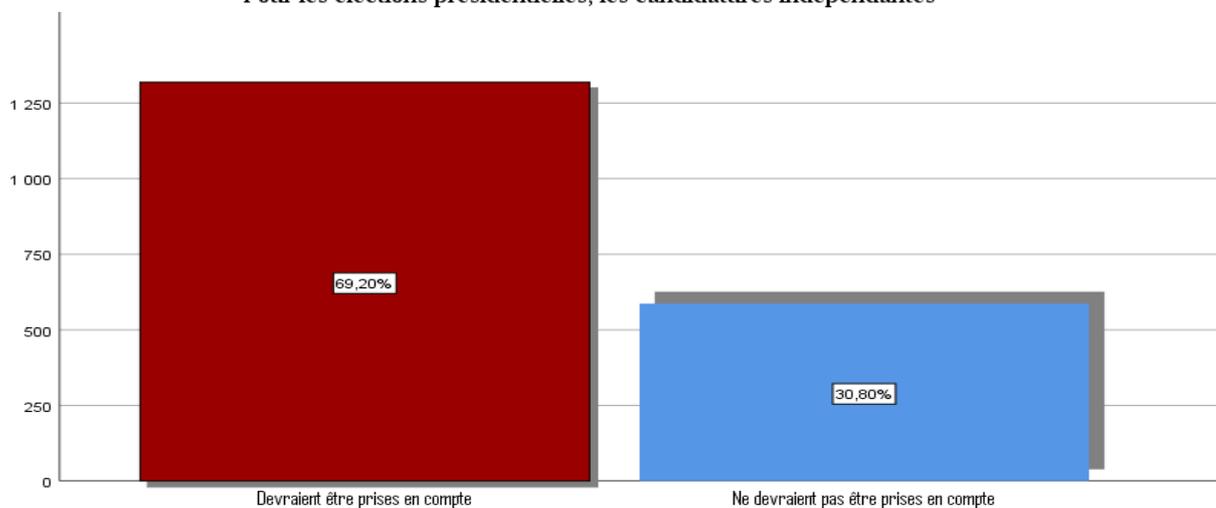


Militer pour les candidatures indépendantes aux élections nationales s'apparentant certes moins à un désenchantement vis-à-vis de la classe politique, mais cela rejoint une volonté de diversifier les profils autres que militants.

Par rapport à ceux qui ne souhaitent pas de candidatures indépendantes aux élections nationales, 29,49% des sondés disent qu'on ne devrait pas autoriser la candidature indépendante à l'élection des députés. Quant à l'élection présidentielle, 30,80% sont contre l'acceptation des candidats qui ne soient pas issus des formations politiques. Sur ce dernier point d'ailleurs, les personnes non politisées sont à 17,58% contre une candidature indépendante à la présidentielle.

Graphique 16: Les candidatures indépendantes aux élections présidentielles ?

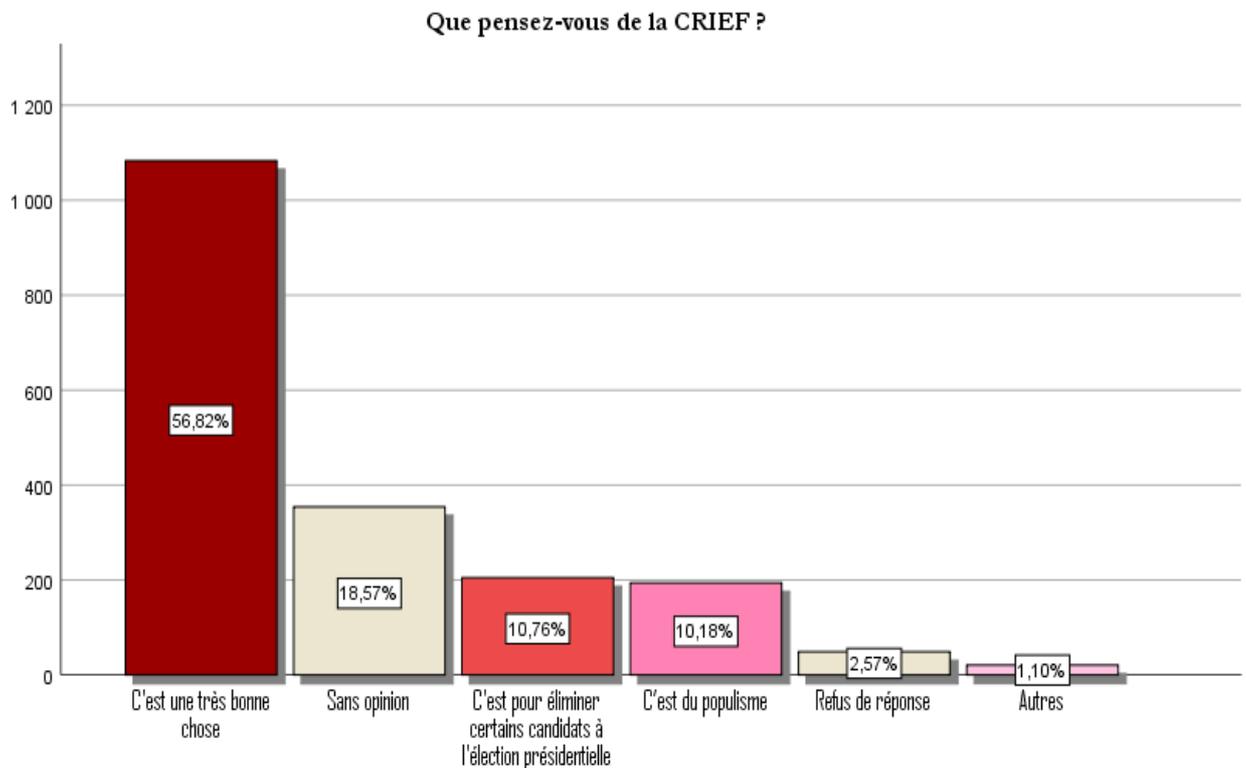
Pour les élections présidentielles, les candidatures indépendantes



- **LA MISE EN PLACE DE LA COUR DE REPRESSION DES INFRACTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES (CRIEF)**

La CRIEF créée suivant ordonnance N°0007/PRG/CNRD/SGG du 02 décembre 2021, amendée par celle n°0008 du 06 décembre 2021, la CRIEF est une juridiction spéciale dont la compétence s'étend sur toute l'étendue du territoire national quant aux infractions suivantes dont le montant est égal ou supérieur à un milliard de francs guinéens : les soustractions et détournements commis par les agents publics, la corruption des agents publics nationaux, étrangers et internationaux. Cet organe de lutte contre la corruption et de bonne gouvernance est perçue dans l'opinion, en majorité, comme une très bonne chose (56,82%) contre 28% de citoyens qui la perçoivent comme instrument de populisme et permettant pour les autorités de la transition d'éliminer certains candidats à l'élection présidentielle.

Graphique 17: Que pensez-vous de la CRIEF ?



L'opinion positive de la CRIEF est partagée aussi chez des personnes se déclarant avoir une affiliation politique (59%). Sur catégorie des plus politisé, une proportion non favorable à la CRIEF, reste importante (11,6%) avec un niveau d'appréciation variable d'un parti politique à un autre. Dans les deux principaux partis politiques au regard des dernières élections en Guinée, 31,5% de militants du parti UFDG ne sont pas favorables aux action de la CRIEF. Il est de même pour 21,3% de militants du RPG.

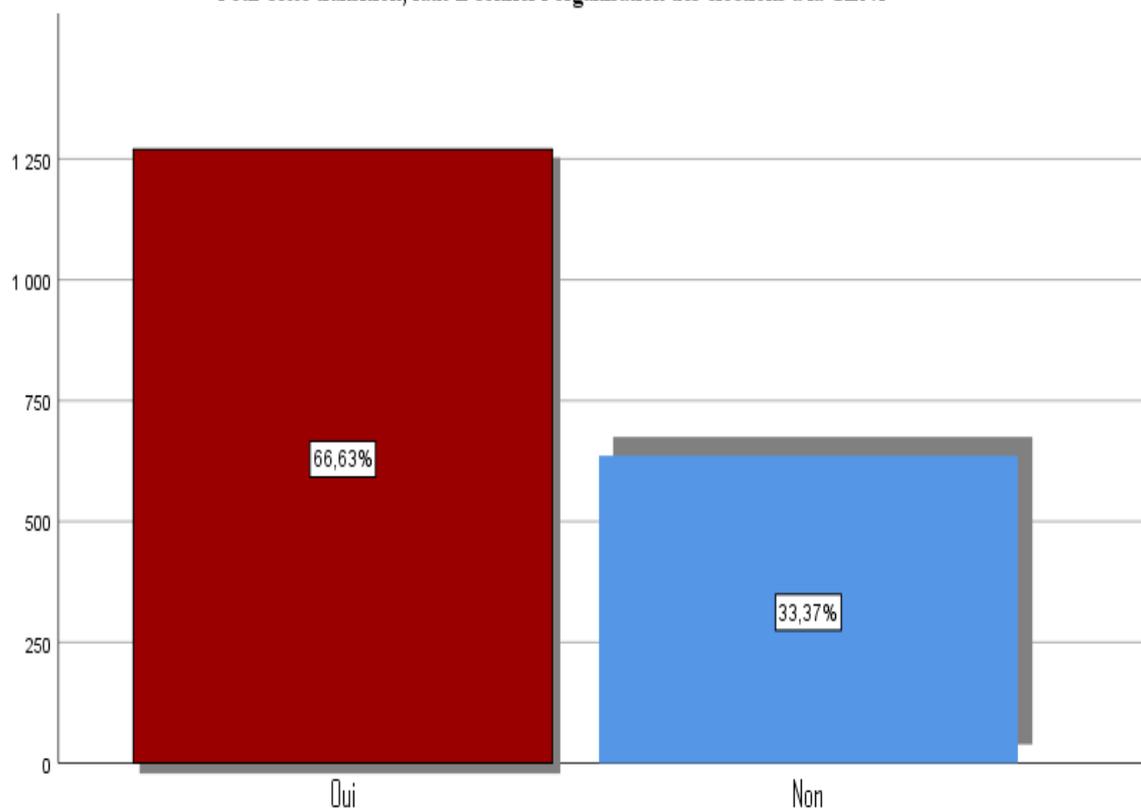
- **LA CENI RESTE L'ORGANE DE GESTION ELECTORAL FAVORI DES GUINEENS**

Malgré les perpétuelles tensions politiques autour de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), institution chargée de la supervision des élections avec pour mandat d'organiser l'ensemble du processus électoral, la majorité des Guinéens (66,63%) est y favorable.



Graphique 18 : Pour cette transition, faut-il confier l'organisation des élections à la CENI ?

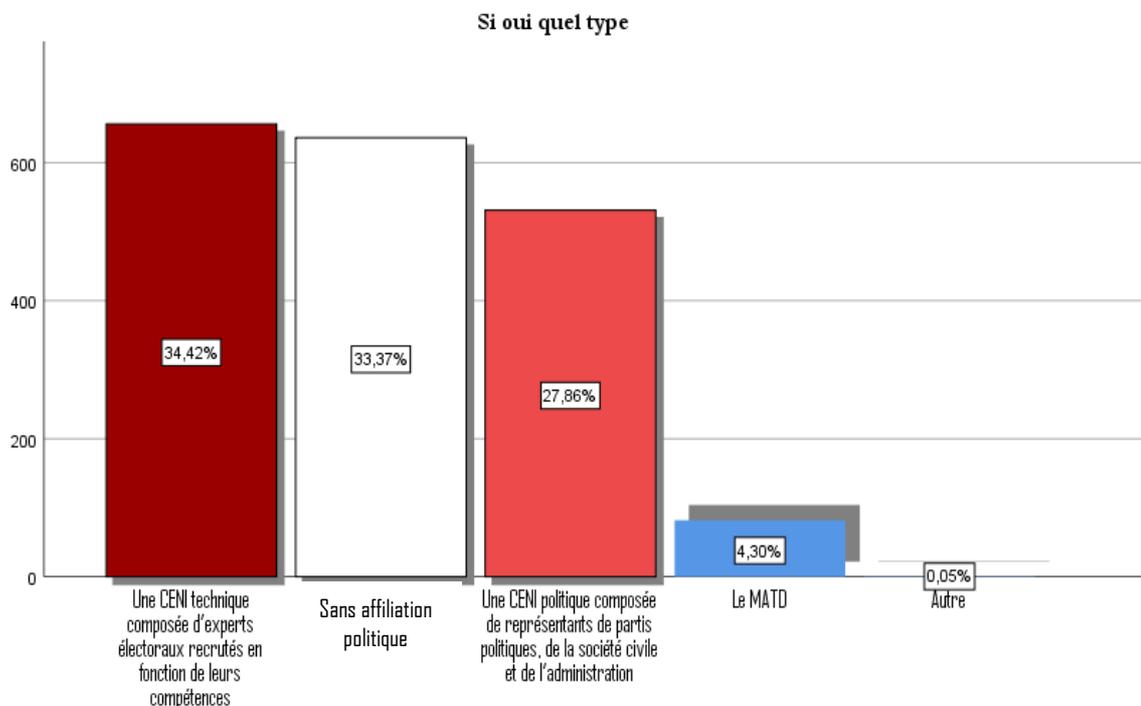
Pour cette transition, faut-il confier l'organisation des élections à la CENI



Une CENI technique avec une composition politique est sollicitée de façon générale par les électeurs. Près d'un sympathisant sur deux du RPG (48,7%) préfère l'organisation des élections prochaines par une CENI composée de représentants des partis politiques, de la société civile et l'administration.

Par contre, la majorité des militants de l'UFDG (52%) sollicite une CENI d'experts électoraux compétents pour la gestion du processus électoral.

Graphique 17: Typologie de la CENI



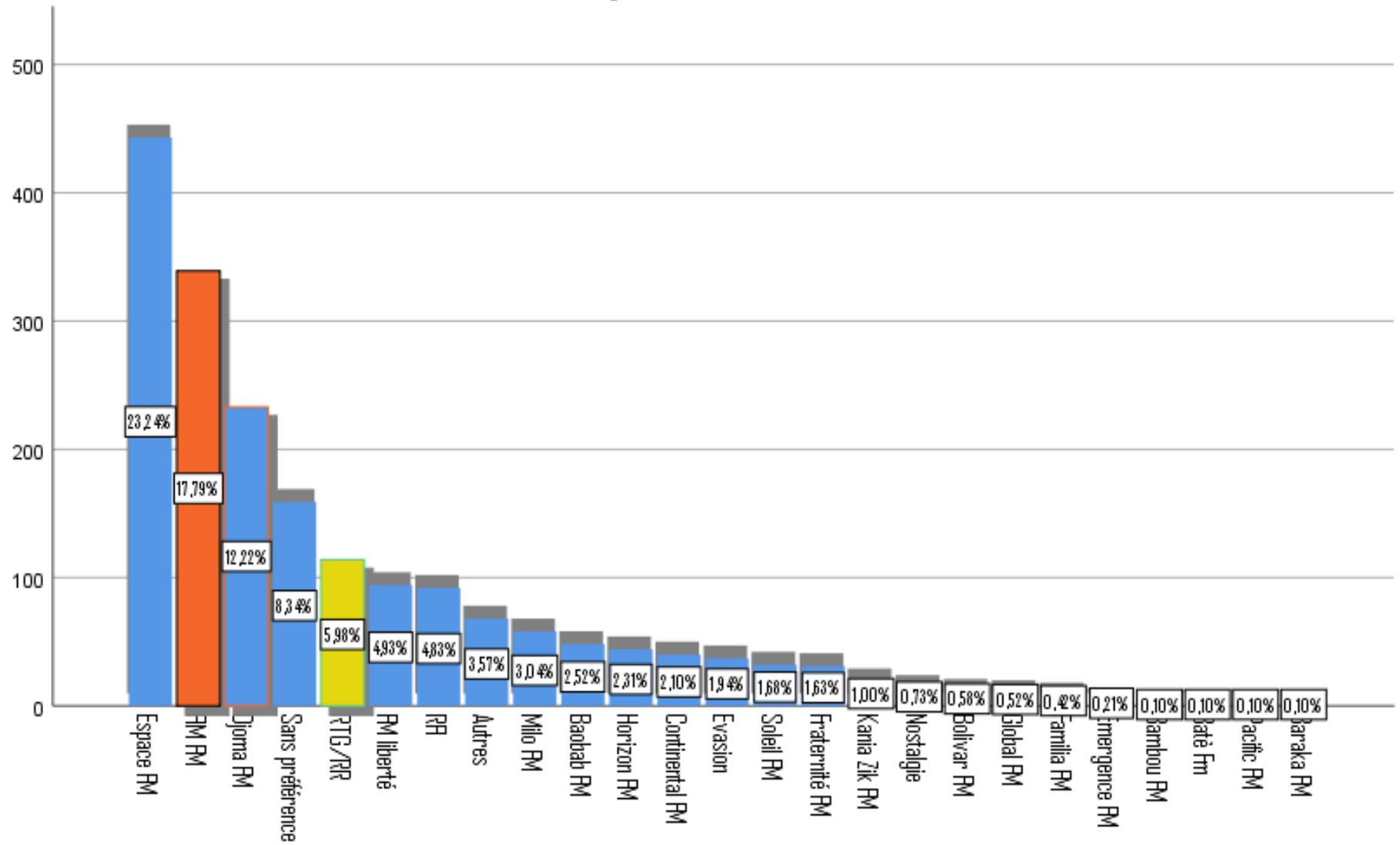
La radio encore prisée par le public pour s'informer sur la transition

Ces dernières années, la filière de l'information a elle aussi connu des mutations. Qu'il s'agisse de l'augmentation numérique des médias ou de la profusion des médias en ligne. La pratique des médias a connu un nouvel élan du fait notamment de la situation de transition ouverte.

Depuis donc le 05 Septembre, la radio constitue un canal privilégié des publics pour s'informer sur les actes de la transition. Au nombre des radios écoutées par les Guinéens, la Radio Espace, FIM FM, Djoma FM et la RTG/Radio rurale sont les plus suivis.

Graphique 18: Quelle radio écoutez-vous pour vous informer sur la transition ?

Quelle radio écoutez-vous pour vous informer sur la transition ?



CONCLUSION

Au sortir de ce sondage réalisé du 15 au 28 mars 2022, soit près de sept mois après la prise du pouvoir par le CNRD, plusieurs enseignements consolidés émergent.

Le fait le plus marquant, c'est un soutien durable de la population envers la figure du Colonel Mamadi Doumbouya et une adhésion forte à la survenue du coup d'Etat. Des Guinéens continuent, en dépit des réserves du personnel politique et de l'opinion internationale en particulier la CEDEAO, à considérer le putsch du 05 septembre 2021 comme opportun et faire confiance au CNRD.

Par-delà le soutien à la junte, il apparaît une forme de logique dans l'adhésion populaire qui est favorable à la mise en place du Conseil national de la transition (CNT). Celui-ci, de part à sa composition – diversifiée et transversale – est bien perçu dans l'opinion et une majorité des personnes interrogées déclarent être « confiant » que les objectifs assignés à cet organe législatif seront atteints notamment la rédaction de la Constitution, la détermination de la durée de la transition, le renforcement des droits des femmes à travers la parité, la contribution à la réconciliation nationale.

Concernant le système politique, les Guinéens plébiscitent le quinquennat, renouvelable une fois et une forte adhésion à un régime semi-présidentiel avec un président et un Premier ministre (65,16%). Aussi, la désignation par voie d'élections des administrateurs locaux emporte la majorité des personnes interrogées. Enfin, une adhésion populaire pour des instruments de lutte contre la corruption comme la CRIEF où 56,82% des sondés jugent sa création comme « une très bonne chose ».

De manière plus générale, les populations sont favorables au CNRD et de manière plus fine, à travers un recueil qualitatif effectué en complément du sondage, elles sont en attente de quelques actions qu'elles jugent « prioritaires ». Au nombre de celles-ci l'organisation rapide des élections, l'expédition des affaires courantes par le Gouvernement, le recensement Général des populations, la mise en place d'un cadre de dialogue et la poursuite de la récupération des biens de l'Etat. Quant à l'issue de la transition, au-delà de l'amélioration des conditions de vie des Guinéens et l'instauration d'un climat de paix et d'unité nationale d'après les personnes interrogées, les attentes *in fine* sont portées sur la mise en place des meilleures conditions d'un retour à l'ordre constitutionnel à travers l'élection démocratique d'un Président de la République.

Dans la perspective d'instituer un baromètre de l'opinion guinéenne sur la transition dirigée par le CNRD, d'autres études périodiques seront nécessaires. Elles permettront d'analyser l'évolution éventuelle des perceptions des Guinéens sur la transition surtout à l'aune de futures décisions comme celle relative à l'établissement d'un chronogramme et à la fixation de la durée de la transition.

DETAILS METHODOLOGIQUES

L'enquête a été conduite entre le 15 et le 28 mars 2022 Elle s'est appuyée sur un **échantillon empirique raisonné** composé de 2000 personnes en âge de voter et s'est basée sur **la méthode des itinéraires**. La répartition du fichier électoral du dernier recensement de la CENI a été utilisée afin de construire des quotas centrés sur les données disponibles et utilisables (communes de résidence).

Les terrains de réalisation de cette enquête d'opinion sont les communes urbaines des régions administratives de Boké, Faranah, Kankan, Kindia, Labé, Mamou, N'Zérékoré et la zone spéciale de Conakry....

1906 questionnaires exploitables ont été administrés par 32 enquêteurs sous le contrôle de 12 superviseurs responsables d'équipe et deux coordinateurs.

Le profil des sondés tel qu'il est apparu en utilisant les quotas selon les communes et les quartiers et la méthode des itinéraires est le suivant :

			Fréquence	Pourcentage
CONAKRY	RATOMA	CU	400	21,0
CONAKRY	MATOTO	CU	282	14,8
KINDIA	COYAH	CU	134	7,0
KANKAN	KANKAN	CU	120	6,3
N'ZEREKORE	N'ZEREKORE	CU	104	5,5
KANKAN	SIGUIRI	CU	99	5,2
CONAKRY	DIXINN	CU	97	5,1
CONAKRY	MATAM	CU	90	4,7
KINDIA	KINDIA	CU	90	4,7
LABE	LABE	CU	77	4,0
FARANAH	KISSIDOUYOU	CU	53	2,8
CONAKRY	KALOU	CU	44	2,3
MAMOU	MAMOU	CU	44	2,3
N'ZEREKORE	SAMOE	CR	37	1,9
N'ZEREKORE	GUECKEDOU	CU	36	1,9
BOKE	BOKE	CU	33	1,7
BOKE	KOLABOUI	CR	26	1,4
KINDIA	WONKIFONG	CR	18	0,9
BOKE	KOBA	CR	17	0,9
KANKAN	KIGNEBAKOURA	CR	14	0,7
MAMOU	PITA	CU	13	0,7
BOKE	BOFFA	CU	12	0,6
KINDIA	FRIGUIAGBE	CR	12	0,6
KANKAN	KARFAMORIA	CR	11	0,6
MAMOU	SOYAH	CR	9	0,5
LABE	LELOUMA	CU	7	0,4
FARANAH	FERMESSADOU	CR	7	0,4
N'ZEREKORE	BOLODOU	CR	6	0,3
FARANAH	FARANAH	CU	4	0,2
MAMOU	SINTALY	CR	4	0,2
LABE	BALAYA	CR	4	0,2
FARANAH	TINDO	CR	2	0,1
	Total		1906	100,0

NOTE METHODOLOGIQUE

Base de sondage

Sur la question relative aux terrains d'application des études, une disparité énorme se constate entre les références du fichier électoral, qui sert de base, et les délimitations des quartiers sur le terrain. Ce qui pose un problème aux enquêteurs dans le respect des consignes de la méthode des itinéraires.

Il reste un vrai problème la constitution d'une base de sondage à jour, complète avec adressage. Cela rend difficile la construction d'un échantillon probabiliste, ce qui ne permet pas l'extrapolation des conclusions des enquêtes.

Pour résorber cette situation, la méthode d'enquête par itinéraire est mieux conseillée. Cette méthode implique que des quotas à réaliser soient déterminés par des statistiques disponibles (base électorale). Il est exigé à chaque enquêteur un plan de travail qui lui impose le respect de certaines proportions et indications (sexe et quotas par quartier) pour sélectionner les ménages et les interviewés.

L'échantillonnage s'effectue à partir d'un fichier (comme celui du fichier électoral) qui n'informe que sur le sexe des populations et leur quartier de recensement. L'Association Guinéenne de Sciences Politiques utilise la répartition du fichier électoral de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante). Problème de base lié à l'inexistence d'une base de sondage à jour, complète avec adressage : quelles conséquences pour les enquêtes (pas possible de tirer un échantillon probabiliste)

ANNEXES.

Annexe 1 : Questionnaire

I. PERCEPTIONS DE LA TRANSITION

- a. **Quelle est votre perception du coup d'État militaire du CNRD le 05 septembre 2021 ?**
- *Le coup d'État est venu au bon moment*
 - *Le coup d'État était inopportun*
 - *Je ne soutiens aucune prise de pouvoir par l'armée guinéenne*
 - *Je suis sans opinion*
 - *Autres*
 - *Refus de réponse*
- b. **Le CNRD a pris des actes depuis son accession au pouvoir. Dites-nous trois décisions que vous désapprouvez**
b1.....b2.....b3.....
- c. **Dites-nous trois décisions que vous approuvez**
c1.....c2.....c3.....

II. PRIORITÉS ET ATTENTES DE LA TRANSITION

- a. **Quelle devrait être selon vous la durée de la transition ?**
- *Une année*
 - *Deux ans*
 - *Plus de deux ans*
 - *Sans opinion*
 - *Refus de réponse*
- b. **En combien de temps le CNT devrait finaliser l'écriture de la Constitution ?**
- *Trois mois*
 - *Six mois*
 - *Plus de six mois*
 - *Autre (préciser).*
- c. **Selon vous quelles devraient-être les priorités de la transition ? (Notez les trois premiers)**
b1..... b2..... b3.....
- d. **Nombre et durée de mandat présidentiel**
- *Cinq ans renouvelable une fois*
 - *Cinq ans renouvelable plusieurs fois*
 - *Sept ans non renouvelable*
- e. **Quel est le régime politique que vous voudriez pour la Guinée**
- *Présidentiel avec un Président et un Vice-président*
 - *Semi-présidentiel avec un Président et un Premier ministre*
 - *Autre.....*
- f. **De quelle manière souhaiteriez-vous que les Chefs de quartier et de districts soient désignés ?**
- *Les Chefs et les Conseils de Quartiers et Districts soient élus lors des élections communautaires*
 - *Les Chefs et les Conseils de Quartiers et Districts soient nommés par le Maire*
 - *Les Chefs et les Conseils de Quartiers et Districts soient nommés par le Préfet / Sous-préfets*
 - *Les Chefs et les Conseils de Quartiers et Districts soient désignés suivant les coutumes de la Communauté*
 - *Autre.....*
- g. **Prise en compte des candidatures indépendantes aux élections ?**
- Les élections locales et communautaires**
- *Pour les élections locales et communautaires, les candidatures indépendantes devraient-être prises en compte ?*
 - *Pour les élections locales et communautaires, les candidatures indépendantes ne devraient pas être prises en compte ?*
- Les élections législatives**
- *Pour les élections législatives, les candidatures indépendantes devraient-être prises en compte*
 - *Pour les élections législatives, les candidatures indépendantes ne devraient pas être prises en compte*

Les élections présidentielles

- *Pour les élections présidentielles, les candidatures indépendantes devraient-être prises en compte*
 - *Pour les élections présidentielles, les candidatures indépendantes ne devraient pas être prises en compte*
- b. **Pour cette transition, faut-il confier l'organisation des élections à :**
- La CENI
 - Si OUI préférez-vous :
 - Une CENI politique composée de représentants de partis politiques, de la société civile et de l'administration
 - Une CENI technique composée d'experts électoraux recrutés en fonction de leurs compétences
 - Le MATD
 - Autre (préciser).
- i. **Etes-vous favorable à la prise en compte dans la Constitution de la parité entre homme et la femme au poste électif ?**
- *Très favorable*
 - *Favorable*
 - *Peu favorable*
 - *Pas du tout favorable*

III. LES PERCEPTIONS DES ORGANES DE LA TRANSITION

a. **Que pensez-vous du Colonel Mamadi Doumbouya ?**

- *Très confiant*
- *Confiant*
- *Peu confiant*
- *Pas du tout confiant*
- *Refus de réponse*

b. **Le CNRD dirige la Guinée depuis le 05 septembre, quel est votre niveau de confiance au CNRD ?**

- *Très confiant*
- *Confiant*
- *Peu confiant*
- *Pas du tout confiant*
- *Refus de réponse*

III.1. Conseil National de la Transition

a. **Êtes - vous favorable à la composition actuelle du CNT ?**

- *Très favorable*
- *Favorable*
- *Peu favorable*
- *Pas du tout favorable*

b. **Etes - vous confiant que le CNT va bien accomplir ses missions définies dans la Charte de la Transition ?**

b.1. Contribuer à la réconciliation des Guinéens

- *Très confiant*
- *Confiant*
- *Peu confiant*
- *Pas du tout confiant*
- *Refus de réponse*

b.2. Écrire la nouvelle constitution et les lois

- *Très confiant*
- *Confiant*
- *Peu confiant*
- *Pas du tout confiant*
- *Refus de réponse*

b.3. Déterminer la durée de la transition

- Très confiant
- Confiant
- Peu confiant
- Pas du tout confiant
- Refus de réponse

b.4. Contribuer à la défense et la promotion des Droits de l'Homme et des libertés publiques

- Très confiant
- Confiant
- Peu confiant
- Pas du tout confiant
- Refus de réponse

b.5. Suivre la mise en œuvre de la feuille de route de la transition

- Très confiant
- Confiant
- Peu confiant
- Pas du tout confiant
- Refus de réponse

c. Etes-vous informé sur les consultations initiées par le CNT

- Oui
- Non

Si oui quelle devrait-être la priorité de ces consultations ?

III.2. Gouvernement de la transition

a. Parmi les missions suivantes, quelle est la priorité la plus importante à laquelle doit s'atteler le gouvernement de transition ?

- Organiser les élections
- Expédier les affaires courantes
- Faire le recensement général de la population
- Mettre en place un cadre de dialogue
- Récupérer les biens de l'État
- Autre
- Sans opinion
- Refus de réponse

III.3. La CRIEF

c. Que pensez-vous de la CRIEF ? (Précision : Question à choix multiples)

- C'est une très bonne chose
- C'est pour éliminer certains candidats à l'élection présidentielle
- C'est du populisme
- Autres.....
- Sans opinion
- Refus de réponse

A. LES ISSUES DE LA TRANSITION

a. Qu'espérez-vous de l'issue de la transition ?

b. Quel devrait être le bon ordre dans l'organisation des prochaines élections ?

- Les élections locales et communautaires en premier, suivies des élections législatives et de la présidentielle comme la Charte de la Transition les a prévues
- Les élections locales et communautaires cumulées avec les élections législatives, suivi de la présidentielle
- Les élections locales et communautaires, suivi des élections législatives cumulées avec l'élection présidentielle
- Les trois élections locales, législatives et présidentielle organisées en même temps (cumulées).

- Autre
- Sans opinion
- Refus de réponse

c. Êtes-vous convaincu de l'organisation d'élections crédibles et transparentes en Guinée ? (Sur une échelle de 1 à 5, où 1 est "pas du tout convaincu" et 5 est "très convaincu")

B. AUTRES

V1. Proximité politique

a. Êtes-vous proche d'un parti politique ? *Si oui, lequel ?*

b. Pour quelle formation politique, êtes-vous prêt à voter si l'élection était dimanche prochain ?

V2. Quelle radio écoutez-vous pour vous informer sur la transition ?

V3. Données sociodémographiques

- Age
- Sexe
- Niveau d'étude
- Situation professionnelle
- Zone de résidence

Annexe 2 : Cartographie des zone d'enquête

